

2 novembre 2010 | Le Droit | LeDroit

# ATTENTION À VOTRE CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ

Les résidents de l'Ontario dotés de compteur d'électricité intelligent devront repenser leur façon de consommer l'électricité, et ce jusqu'à la fin avril. C'est hier qu'entraîne en vigueur l'horaire d'hiver de consommation électrique, à l'échelle de la province. L'électricité coûte moins chère aux consommateurs à partir de 21 h en semaine, et en tout temps les week-ends, ce qui signifie que l'on peut économiser une somme importante en faisant sa lessive et la vaisselle pendant ces périodes. Pendant cette période creuse, l'électricité coûte 5,1 cents le kilowatt/heure. Les périodes de pointe, où il est recommandé d'utiliser le moins possible d'électricité, se situent pour leur part entre 7 et 11 h, et de 17 h à 21 h, en semaine. Pendant cette période, l'électricité revient à 9,9 cents le kWh. Le nouveau modèle de calcul de l'électricité soulève les passions à Queen's Park, où l'opposition accuse le gouvernement de se remplir les poches sur le dos des Ontariens. Par exemple, 60 % de la clientèle de Toronto Hydro aurait connu une hausse de leur facture d'électricité depuis l'entrée en vigueur de ce nouveau mode de calcul, en juillet.



**4 x 205/55R16  
PNEUS D'HIVER**  
POUR MAZDA3, MAZDA5, HONDA CIVIC ET  
TOYOTA COROLLA  
À PARTIR DE SEULEMENT

# 299\$\*

\*SUNNY WINTER GRIP, JANTES, INSTALLATION, BALANCEMENT ET TAXES, EN SUS. SVP  
CONTACTEZ LE DÉPARTEMENT DES PIÈCES POUR PLUS D'INFORMATIONS. \*TAXES EN SUS.

## ELITE

GATINEAU



**REDÉFINIR  
LE SERVICE  
À LA CLIENTÈLE**

**ROULEZ EN DOUCEUR**

INSTALLATION DE PNEUS DÉJÀ SANS BOLLAS. ENTRETIEN 8 000 KM, HUILE ET FILTRE. INSPECTION 14 POINTS.	56 <sup>95</sup> \$*
INSTALLATION DES PNEUS D'HIVER, BALANCES, ALIGNEMENT, ENTRETIEN 8 000 KM, HUILE ET FILTRE. INSPECTION 14 POINTS.	159 <sup>95</sup> \$*

ON VOUS OFFRE EN PLUS, ET CE GRATUITEMENT, NOTRE SERVICE  
DE NAVETTE, LAVAGE D'AUTO, UNE COUPE DE CHEVEUX, UN SPA,  
UN CENTRE D'EXERCICE, UN CAFÉ INTERNET ET PLUS ENCORE...



**MAZDASPEED**  
ACCESSOIRES PERFORMANCE

MAZDA D'ORIGINE  
COPIES - PIÈCES - ACCESSOIRES

1205, BOUL. LA VÉRENDRYE OUEST • GATINEAU  
ELITEMAZDA.CA • 819.568.6000

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Publireportage

Publié par la Direction des communications et du recrutement



## LA CLINIQUE DE SERVICES PSYCHOLOGIQUES DE L'UQO

La nouvelle clinique de services psychologiques de l'Université du Québec en Outaouais (CSPUQO) offre désormais des services professionnels à la population de l'Outaouais et la population francophone d'Ottawa et de l'est de l'Ontario. La prestation de ces services psychologiques va de l'évaluation psychodiagnostique ou neuropsychologique à la psychothérapie individuelle auprès d'enfants, d'adolescents, d'adultes et de personnes âgées. Il y a également des services pour les couples ou la famille. Le professeur Paul Greenman, qui est responsable du programme de doctorat en psychologie à l'UQO et directeur de la clinique, explique: « nous sommes en mesure de déterminer, à partir des évaluations que nous faisons, quels sont les besoins psychologiques des personnes et de leur offrir un service adapté à leurs besoins ».



Tout le personnel de la clinique est soumis aux exigences éthiques et déontologiques de l'Ordre des psychologues du Québec et de la Société canadienne de psychologie. Le professeur Paul Greenman insiste pour rassurer les gens:

« Les stagiaires qui pratiqueront à la clinique sont des candidats au doctorat en psychologie et ils ont déjà complété une formation théorique au baccalauréat et au doctorat en psychologie. Après le stage à la clinique, ils exerceront avec le titre d'interne, un peu comme ça se fait pour la médecine ».

Les services offerts sont supervisés par l'équipe de professeurs en psychologie de l'UQO, qui sont des membres de l'Ordre des psychologues du Québec et des chercheurs de renommée internationale qui travaillent étroitement avec ces étudiants au doctorat afin de développer des compétences cliniques et scientifiques. En plus, afin d'appuyer la supervision, la clinique est dotée d'équipements technologiques de très grande qualité, des caméras numériques et même une régie centrale où il est possible pour les professeurs de voir en direct les consultations et même les enregistrer et les visionner avec les stagiaires par la suite.

La clinique offrira des services sur une base annuelle et permanente et les frais de consultations seront ajustés selon le revenu des clients et admissibles aux remboursements offerts par les compagnies d'assurances collectives.

« En plus de répondre à un besoin auprès de la clientèle en offrant une meilleure offre de service, la clinique permettra aux stagiaires inscrits au programme de doctorat en psychologie de l'UQO d'effectuer les 700 heures de stage requises avant l'internat et l'obtention de leur diplôme », d'expliquer le professeur Paul Greenman.

Nul besoin d'être référé par un professionnel de la santé afin de prendre un rendez-vous à la clinique de services psychologiques de l'Université du Québec en Outaouais.

La clinique est située au 2<sup>e</sup> étage du pavillon Alexandre-Taché, 283 boulevard Alexandre-Taché dans le secteur C (C2900). Pour prendre un rendez-vous et obtenir une consultation 819 773-1679.

**Photo #1:** de gauche à droite, le docteur Gilles Brousseau du Campus santé Outaouais, le professeur Paul Greenman de l'UQO, Jean Vaillancourt recteur de l'UQO, et à l'arrière Pierre Gagnon du Centre hospitalier Pierre-Janet qui regardent deux stagiaires lors d'une simulation.

**Photo #2:** Le professeur Paul Greenman, responsable du programme de doctorat au Département de psychoéducation et de psychologie et directeur de la clinique de services psychologiques de l'UQO.

**Photo #3:** Le recteur de l'UQO, Jean Vaillancourt lors de l'inauguration de la clinique de psychologie CSPUQO.

## LA PSYCHOLOGIE À L'UQO

- des laboratoires
- une chaire de recherche en cyberpsychologie clinique
- des professeurs avec une expertise internationale

La psychologie du baccalauréat au doctorat.

Étudie à l'UQO, sois reconnu!



LEDROIT, LE MARDI 2 NOVEMBRE 2010

Suivez-nous sur

Renseignements : 819 595-3900

uqo.ca

PRINTED AND DISTRIBUTED BY: NEWSPAPERDIRECT  
 www.newspaperdirect.com US-Cdn: 1-877-980-4040 Intern.: 800-364-6364  
 COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

## FONCTION PUBLIQUE

Bilinguisme dans la fonction publique fédérale

## La « culture » du laisser-faire



PAUL GABOURY  
pgaboury@ledroit.com

Quand le commissaire aux langues officielles Graham Fraser cherche à expliquer que le bilinguisme dans la fonction publique est loin d'être respecté dans le milieu de travail, il pointe l'absence de leadership des hauts gestionnaires. Pourtant, plus bas dans la pyramide de cette vaste fonction publique où 40 % des postes requièrent le bilinguisme, il faut que les employés posent eux-mêmes des gestes pour respecter et faire respecter l'« autre » langue officielle, le français, et permettre ainsi de rendre cette machine gigantesque fonctionnelle.

## Très critique

Dans son dernier rapport annuel, le commissaire Fraser avait été très critique à propos de l'approche du laisser-faire adopté par le gouvernement en ce qui concerne les langues officielles au sein de la fonction publique, et avait dénoncé la disparition d'une grande partie de l'appui que fournissait le Secrétariat du Conseil du Trésor aux institutions fédérales sur le plan des langues officielles qui risque, disait-il, d'avoir d'importantes répercussions négatives.

« Plusieurs responsables des langues officielles des ministères et des organismes fédéraux craignent que cette perte massive d'expertise n'ait des effets marqués sur la capacité de leur institution à appliquer la Loi sur les langues officielles efficacement », avait souligné le commissaire Fraser. Il avait noté qu'au cours des dernière



Le commissaire aux langues officielles Graham Fraser estime que le bilinguisme dans la fonction publique est loin d'être respecté dans le milieu de travail.

années, le gouvernement a réduit considérablement le personnel que le Centre d'excellence en langues officielles met à la disposition de la fonction publique, nouvelle approche qui devrait inciter plus que jamais les dirigeants des institutions fédérales à assumer pleinement leurs responsabilités.

« C'est mal démarrer une initiative qui, à la base, comporte des risques. Les dirigeants des institutions doivent faire preuve de vision. S'ils agissent sans avoir de plan clair assurant des résultats, il faut s'attendre à des reculs. »

Si ces leaders cherchent des solutions, le commissaire Fraser les renvoyait au rapport du Groupe de travail sur le milieu de travail et l'effectif, un recueil d'approches pratiques, rédigé en 2008 et présidé par Monique Collette, de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique. Dans ce rapport, M<sup>me</sup> Collette soulignait qu'en matière de leadership, les cadres supérieurs ne sont pas seuls à pouvoir changer les choses, que les gestionnaires intermédiaires, qui servent de lien entre la haute direction

et le personnel de première ligne, contribuent aussi pour beaucoup à l'avancement ou à la stagnation de la qualité linguistique dans la fonction publique.

## Plusieurs mauvais exemples

« Malheureusement, les gestionnaires fédéraux dans les milieux de travail bilingues sont loin de tous se comporter de manière exemplaire en ce qui concerne l'utilisation du français et de l'anglais.

« Plusieurs d'entre eux, en

n'utilisant pas leur seconde langue officielle, donnent en fait le mauvais exemple à leurs collègues et employés » note à ce sujet le commissaire Fraser.

En février 2009, un forum auquel participaient 45 membres du Réseau des jeunes professionnels du CLO avait permis notamment de conclure que « dans l'appareil fédéral, la personne la mieux qualifiée pour un poste devrait toujours être celle qui remplit toutes les exigences, y compris celles relatives aux compétences linguistiques.

LEDROIT, LE MARDI 2 NOVEMBRE 2010

## Des nouvelles façons de faire à explorer

PAUL GABOURY  
pgaboury@ledroit.com

Le respect des deux langues officielles n'est pas une mince affaire dans la fonction publique fédérale. Et depuis la mise en œuvre de la Loi sur les langues officielles il y a maintenant plus de 40 ans, les rapports des commissaires aux langues officielles ont permis de dénoncer les cas de non-respect mais aussi de mettre en évidence

les projets novateurs issus des ministères pour tenter de corriger les lacunes.

« Les changements de culture ne s'opèrent pas du jour au lendemain. Il faut du temps et un engagement à tous les niveaux, un climat de confiance et de solides preuves que la haute direction appuie la mise à l'essai de nouvelles façons de faire » indiquait à ce sujet le rapport du Groupe de travail sur l'effectif et le milieu de travail. L'objectif des consultations menées par

ce groupe était alors d'arriver à ce changement de culture en s'inspirant d'une centaine de projets novateurs.

Bon nombre de ces idées avaient d'ailleurs été mises en place à l'initiative des employés. Les participants aux consultations avaient souligné que les résultats ne tardent pas lorsque la haute direction appuie les initiatives pour créer un milieu de travail véritablement bilingue.

Un employé de Statistique

Canada à Vancouver a raconté comment il avait réussi à développer sa connaissance du français — sa quatrième langue — en se servant de ressources gratuites sur Internet, qui lui ont donné accès à des journaux, à des émissions radio des quatre coins du monde et à des clubs de langue française où des citoyens du monde peuvent se rassembler pour s'exercer à parler français, enrichir leur vocabulaire et améliorer leur prononciation.

Dans les régions où les ministères qui n'avaient pas les ressources humaines ou financières nécessaires pour s'attaquer de la manière traditionnelle à un problème, par exemple celui de la formation linguistique, on a trouvé de nouveaux moyens de le faire, généralement en tissant des liens de collaboration et de coopération, mais aussi en tirant parti d'idées déjà en place ailleurs dans la fonction publique ou dans la collectivité en les adaptant à leur situation.

2 novembre 2010 | Le Droit | TOMMY CHOUINARD La Presse La Presse QUÉBEC

# Un groupe québécois demande l'interdiction du niqab

— Comme la France, le Québec devrait interdire le port du voile intégral dans tout l'espace public, estime le Collectif citoyen pour l'égalité et la laïcité (CCIEL).

De passage en commission parlementaire hier, la cofondatrice de ce groupe, Louise Mailloux, a jugé « trop timide » le projet 94 sur les demandes d'accommodement dans l'administration publique.

L'article 6 de ce projet de loi prévoit que les personnes qui donnent et celles qui reçoivent un service public doivent avoir « le visage découvert » lors de la prestation du service. Le CCIEL veut que le gouvernement soit « ferme face aux intégristes » et recommande une « interdiction générale du voile intégral au Québec ».

Le niqab n'est pas qu'un « simple vêtement », il « symbolise l'oppression des femmes » et représente « l'étendard de l'islam politique le plus radical », a affirmé Louise Mailloux, professeure de philosophie. L'autre co-fondatrice du CCIEL est Djemila Benhabib, auteure du livre *Ma vie à contre-Coran*.

La position de ce collectif va plus loin que celle du Parti québécois. Ce dernier veut interdire le port de signes religieux ostentatoires, dont le niqab chez les employés de l'État ; le port du voile intégral resterait permis dans l'espace public.

Position opposée

À l'opposé du CCIEL, l'Association canadienne pour les libertés civiles trouve « inquiétant » l'article 6 du projet de loi. Il pourrait avoir pour effet de priver des musulmanes qui portent le niqab d'obtenir des services ou de travailler dans le secteur public, a déploré sa porte-parole, l'avocate Nathalie Des Rosiers.

De son côté, la Fédération des commissions scolaires du Québec a donné son appui au projet de loi 94.

Sa présidente, Josée Bouchard, a toutefois demandé au gouvernement d'encadrer l'octroi de congés pour des motifs religieux en modifiant la Loi sur les normes du travail.

Comme les conditions de travail sont encadrées par des conventions collectives, l'octroi de congés religieux à des membres du personnel peut être perçu comme un privilège et suscite parfois des « tensions », a-t-elle noté.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

2 novembre 2010 | Le Droit | PHILIPPE ORFALI PHILIPPE ORFALI porfali@ledroit.com porfali@ledroit.com

# Procession aux chandelles pour honorer les anciens combattants

« Ils ne vieilliront pas comme nous, qui leur avons survécu.



ETIENNE RANGER, LeDroit

**Quelque 500 personnes ont participé, hier soir, à une cérémonie à la chandelle en hommage à ceux tombés au combat.**

Ils ne connaîtront pas jamais l'outrage ni le poids des années.  
Quand viendra l'heure du crépuscule et celle de l'aurore,  
Nous nous souviendrons d'eux. »

Quelque 500 personnes ont participé à une cérémonie à la chandelle d'hommages à ceux tombés au combat, hier soir, au centre municipal d'Ottawa, soulignant ainsi le début des commémorations entourant le Jour du souvenir.

Pendant près d'une heure, des vétérans des Forces canadiennes se sont succédé, marchant de l'arrière de la salle bondée jusque devant la scène, emportant avec eux un lampion, qu'ils remettaient ensuite à un jeune scout ou cadet, afin que celui-ci la dépose devant une collection de couronnes du souvenir, posée sur la scène.

Puis, une élève d'Ottawa a lu un poème composé par Alexandra Grace-Parker, 9 ans d'Oshawa, fille du colonel Geoff Parker, tué en mai dernier en Afghanistan, dans l'explosion d'une voiture piégée.

La cérémonie, hautement symbolique, en a ému plus d'un, le maire sortant d'Ottawa le premier. « Cette cérémonie qui est propre à la région d'Ottawa rappelle le rôle de Canadiens ordinaires qui accomplissent des choses remarquables, tant en guerre qu'en temps de paix », a indiqué Larry O'Brien, avant de déclarer la semaine du 5 au 11 novembre 2010 celle des anciens combattants, sur le territoire de la ville d'Ottawa.

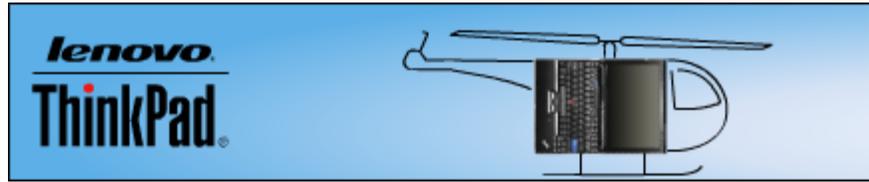
À l'échelle du pays, le thème de la Semaine des anciens combattants sera cette année « Comment te souviendras-tu », a pour sa part indiqué le ministre des Anciens combattants, qui participait à la cérémonie d'hier soir.

« Honorons nos vétérans avec le respect que nous leur devons », a-t-il demandé aux personnes présentes.

La Semaine prendra par ailleurs un virage « Web 2.0 », cette année, les jeunes étant incités à préparer leur propre montage vidéo visant à honorer les militaires canadiens passés et actuels, et à les poster sur le site du gouvernement du Canada, sur Facebook, YouTube et Twitter.

Déjà, une cinquantaine de vidéos sont disponibles sur le site d'Anciens Combattants Canada.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

## School board demands HST refund

By JAMIE LONG, OTTAWA SUN

Last Updated: November 1, 2010 5:41pm

The Ottawa-Carleton District School Board is demanding more than \$2 million from the federal government for GST and HST paid over the last fiscal year.

A letter will be sent to Minister of Finance Jim Flaherty in the next week seeking the rest of the \$7.9 million paid in Goods & Services Tax and Harmonized Sales Tax.

The board, as per federal rules, only received a 68% refund.

The OCDSB argues its education budget needs this money because 80% of the total budget is spent on salaries.

"Our funding that we can use with discretion is very limited," said board trustee Lynn Scott.

"It decreases our ability to do things like supporting special learning needs."

With the current refund, a little multiplication would show school boards still pay a 2% tax on each purchase.

Municipal governments, on the other hand, are refunded 100% of their taxes, a ruling first made in 2004.

The ministry of finance's rationale for not helping school boards is "poorly thought out", according to the Ontario Public School Boards' Association.

"There's no good reason for it. The Ottawa school board is doing exactly what they should be doing," said association president Catherine Fife.

"Education dollars need to stay in education and it has a direct effect on children and families."

Local school boards have been paying GST since 1991.

But after local governments were granted an exemption, boards across the country began to plead for financial help.

In 2006, the federal finance committee actually recommended a full rebate for school boards, post-secondary schools and hospitals, but nothing came of it.

Then, in 2008, the Toronto District School Board wanted refunds to become a key federal election issue.

"We don't see any reason why school boards aren't on the same basis as municipalities," added Scott.

School boards do not pay tax on either textbooks or food, but they are charged on a range of essential items.

Those include pencils, paper, art supplies, musical, sports and audio-visual equipment, office supplies, photocopying, computer hardware and software, utilities and telephone services.

School renovations and new school construction are also taxed.

Fife says she expects some of Ontario's other school boards to follow the OCDSB's lead.

The refund request is also supported by the Canadian School Board Association.

The ministry of finance didn't return calls Monday.

jamie.long@sunmedia.ca

Article rank | 2 Nov 2010 | Ottawa Citizen | BY MATTHEW PEARSON

# Province, parents differ widely on purpose of school councils

## Keeping parents in loop is top goal, survey suggests

Long seen as the fundraising fuel line for Ontario's public schools, parent-led school councils say their most important job should actually be communicating with parents.

That's one of the key findings in a report released Monday by People for Education, an organization that supports public education in Ontario's English, French and Catholic schools.

The non-profit group surveyed more than 950 school councils from 67 boards for the 2010 report on Ontario's school councils. The results suggests there's a "significant disconnect" between current provincial policies for school councils and what the councils themselves consider their most important tasks.

The province says school councils' key role is improving student achievement and enhancing accountability of the education system to parents. But the report found threequarters of school councils surveyed list enhancing communication with parents as their most important role, even though the majority currently spend most of their time fundraising.

School councils also say the Ministry of Education does a poor job conveying information about new education policy, as 84 per cent of councils say they often hear about education policy changes from the school principal.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 2 Nov 2010 | Ottawa Citizen

# Councils: Report urges shift to communications

And finally, despite research that shows what parents do at home has the greatest impact on individual student success, provincial policy around parental engagement focuses more on councils' role in the school than in supporting parents at home.

That communication with parents is a key role for parent councils came as no surprise to Anne Teutsch, chairwoman of the Ottawa-Carleton Assembly of School Councils.

"Good communication is the key to everybody understanding," Teutsch said, adding participants at a recent OCASC-sponsored discussion were asked to imagine the possibilities if relationships between parents and the school system were deepened. "The concept of being able to work together in a really positive way and build those relationships is spreading across the board," she said.

The People for Education report recommends that the ministry adjust the policy for school councils to support a new emphasis on communication, reflect research that shows parents' involvement with their kids at home has the greatest impact on student achievement and help school councils manage their role as fundraisers.

More than half a billion dollars in school-generated funds was raised last year through fundraising, school fees, corporate donations, vending machines, cafeteria sales and charity drives.

Almost 90 per cent of schools surveyed actively fundraise for everything from library and text books to art and music lessons to computers and other classroom supplies.

It begs the question: if the mandate of school councils shifts, who will pick up the slack?

"Some might hope that if schools aren't fundraising anymore, the province might cough up some more money. Will that happen? Who knows?" Teutsch said.

She added a distinction also needs to be made between school necessities and extras, such as field trips.

Yasir Naqvi, the Liberal MPP for Ottawa Centre and parliamentary secretary to the minister of education, said the province will continue to invest in the basics and work with "school communities" on the extras.

"Our first and foremost priorities is to make sure the quality of education is the best, so when it comes to paying for basic necessities such as textbooks and course materials and registration, that component is always covered," he said.

But Conservative MPP Lisa MacLeod, who represents Nepean-Carleton, said she is concerned too many school councils are fundraising for those basic necessities because of current funding shortfalls.

"We have to take a second glance at how we're funding the education system," she said.

Naqvi said the province has invested \$ 30 million since 2005 to support parental engagement, including mandating every board to have a Parent Involvement Committee (PIC).

According to the People for Education report, two-thirds of school councils surveyed knew their board had a PIC, but 41 per cent didn't know how parents got to be on the committee.

'Some might hope that if schools aren't fundraising anymore, the province might cough up some more money. Will that happen? Who knows?'

chairwoman of the Ottawa-Carleton Assembly of School Councils

"That was kind of depressing," said Joanne MacEwan, chair of Ottawa Catholic School Board's PIC.

Naqvi said it's his job — along with school trustees, board officials, ministry staff and educators — to improve communication efforts. "We all have to do our part to make sure parents are involved and they know the various avenues available to them in ensuring their children are getting the best education," he said.

Research has shown parent involvement can have an impact on student academic achievement across cultural and socio-economic lines and that parents who get involved with their children at home can have more of an impact on student achievement than a parent's in-school participation.

"If school councils were mandated to focus more on outreach, on communicating out to their parent and school communities and inviting those communities in, we would begin to see improvements in the so-called achievement gap, because parents at home would know more about what really works and what really makes a difference," said Carl Corter, a professor at the Ontario Institute for Studies in Education in Toronto.

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

## Youth charged after cracking school board database

By KATE DUBINSKI, QMI AGENCY

Last Updated: November 2, 2010 12:52am

LONDON, Ont. — It'll take the London region's public school board more than three weeks to fix a privacy breach created in about an hour - way too long for a basic security feature, says one technology specialist.

London police criminally charged a 15-year-old self-described hacker with breaking into the Thames Valley District school board's website and exposing the passwords of 27,000 high school students on Oct. 23. It was the largest security breach in the board's history.

Ordinarily, conviction on the four charges the youth faces could lead to as many as 10 years in prison, depending how the Crown proceeds.

But the amount of time it's taking one of Ontario's largest school boards to encrypt passwords - standard operating procedure for most institutions, big and small - is raising some eyebrows.

"Encrypting passwords is not rocket science. It's one of the most basic things you can do," said Shawn Adamsson, a London computer specialist who has worked with technology for more than 25 years.

The student and parent portals were taken down within an hour of students' usernames and passwords being posted.

The parent portal - where parents can monitor things such as their kids' school attendance - wasn't breached, but taken down as a precaution.

The portals will remain down for another week.

"When it comes back online ... the portals will have the same high level of security that protects the rest of our network," said a board spokesperson in an email.

Students and parents have been without the portals they rely on for marks, timetables, and absentee reports for three weeks.

The youth is charged with intercepting a computer function, fraudulently obtaining computing services, using a computer with intent to commit a computer offence and using a password to commit a computer offence.

Board staff refused to comment about the case, since it's now before the courts.

But Terry Roberts, who chairs the board's trustees, said he'd check into why the fix is taking so long Tuesday, when he meets with board officials. While admitting the security breach was "Mickey Mouse stuff" and "fairly trivial" in the spectrum of hackers, Adamsson said it's negligent of the board to not have stored passwords encrypted.

Depending on what software the board uses - and whether it was created in-house or bought separately - the encrypting could take some time, he added.

"Lots of people are not familiar with the software they're running, but that's not a good excuse," Adamsson said.

### ABOUT COMPUTER HACKS

What's a hack?

- The sophistication required to break into the school board's computer student portals wasn't very high, says technology specialist Shawn Adamsson.

- Hackers - those who take something meant for one person and use it for another - wouldn't consider the security breach a true "hack," he said.

So what was it?

--"It's more black-hat hacking or cracking," Adamsson said.

Black-hat hackers use their computer abilities for nefarious purposes; crackers try to crack codes to get into websites or computer systems.

- Of the two levels of "cracks," the one against the school board was the lowest. Whomever did it would be called a "script kiddie" in hacker lingo.

-- A script kiddie "grabs tools readily available on the web," but doesn't usually write his or her own code or program, ranking them low on the hacker totem pole, Adamsson said.

[kate.dubinski@sunmedia.ca](mailto:kate.dubinski@sunmedia.ca)

[twitter.com/KateatLFPress](https://twitter.com/KateatLFPress)

**Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved**

Article rank | 2 Nov 2010 | Ottawa Citizen | ANNE DOAK, Kanata

# Full-day classes for kindergarten are a nightmare

For many weeks I have considered penning this letter. As a retired teacher, I'm wondering how much thought went into the planning the all-day junior kindergarten (JK) and senior kindergarten (SK).

I have been helping a former colleague one day a week since school started. The class consists of 26 JK children, including two Down syndrome, and two severe behavioural children. All four of these children need one/one to function within the setting. Yes, the class has two adults but the early childhood educator has never had any classroom experience until now. Those four children take a disproportionate amount of the adults' time, which is to be expected. However if your child is one of the others you can see that the reverse is true.

Did the Ontario Ministry of Education, in setting its guidelines, plan for half the class not reaching four until Dec. 31? Very young children who have, for the most part, never been exposed to the rules, and necessary behaviour required in a classroom even for a half day program.

Did the education administrators plan on the logistics of providing adequate supervision for snacks, toileting, lunch and outdoor play? When are the two teachers to get their lunch because, if anything, the children need extra supervision washing up, eating and getting ready for an outdoor play time?

Did the educators look into the logistics of outdoor play supervision when there is a constant parade to the washroom at that age? One adult stays behind, one travels to the washroom. What if there was an emergency during this time?

Did the ministry or school boards provide supply lists of ECEs or other personnel during an absence of staff?

Did the education administrators consider how a group of 26 allocated to a room for 15 to 16 children have enough play area?

Did they address the fact that some of the children require a rest while others may not?

No extra space or quiet area is provided. Did they consider how tired, cranky and unable to cope the younger members of the class become as both the day and week wear on?

What I've seen even with the excellent program being provided in spite of all this is a nightmare for both the staff and children who are not being served adequately.

I wrote to Premier Dalton McGuinty a month ago expressing my concern; neither he nor an assistant has bothered to reply.

I fully understand any new program is fraught with problems but, please, I suggest that the whole plan was inadequately perceived and executed.

As a concerned retired teacher, citizen, parent and grandmother I would be questioning the implementation of this ill-thought-out program. In conclusion, I would not be placing my child or grandchild in this program as it stands now.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.